Nations Unies E/2023/9/Add.8

Conseil économique et social

Distr. générale
2 juin 2023
Français
Original : anglais

Session de 2023
25 juillet 2022-26 juillet 2023
Point 4 de l'ordre du jour
Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations

Élection d'un membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants parmi les candidates et candidats présentés par les gouvernements

Note du Secrétaire général

1. Dans une communication datée du 20 février 2023, le Secrétariat a été informé du décès de Bernard Leroy (France), membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, dont le mandat devait venir à expiration en mars 2025.

2. Le paragraphe 5 de l'article 10 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972 est ainsi libellé :

> Lorsque le siège d'un membre de l'Organe devient vacant au cours du mandat de son titulaire, le Conseil pourvoit à cette vacance en élisant un autre membre aussitôt que possible pour le reste de la durée du mandat, conformément aux dispositions applicables de l'article 9.

3. M. Leroy ayant été élu par le Conseil économique et social en 2019 parmi les candidates et candidats désignés par les gouvernements, la personne qui sera élue pour terminer son mandat sera également sélectionnée parmi les candidatures présentées par les gouvernements.

4. Conformément à la procédure établie et aux dispositions de la Convention, le Secrétariat a, dans une note datée du 13 mars 2023, invité les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les Parties à la Convention qui n'étaient pas membres de l'Organisation à soumettre des candidatures avant le 22 mai 2023.

5. Au 22 mai 2023, six candidats avaient été présentés par les gouvernements. On trouvera ci-après la liste de leurs noms, par ordre alphabétique :

Candidat	*État présentant la candidature*
Mohamed Abani Ahmed	Niger
Alphonse Adu-Amankwah	Ghana
Uthai Arthivech	Thaïlande

23-10547 (F) 220623 260623

Merci de recycler

Abdelkrim Djadi	Algérie
Pierre Lapaque	France
Francis Kofi Torkornoo	Ghana

6. On trouvera dans l'annexe I à la présente note les notices biographiques transmises par les gouvernements sur les personnes dont ils proposent la candidature.

7. Aux termes du paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention, telle que modifiée par le Protocole de 1972, les membres de l'Organe ne doivent occuper aucun poste ni se livrer à aucune activité qui soit de nature à les empêcher d'exercer avec impartialité leurs fonctions. Sont notamment incompatibles avec la qualité de membre de l'Organe : le fait d'occuper un poste dans la fonction publique, d'être rémunéré par un gouvernement ou d'agir sur instruction d'un gouvernement ; le fait de représenter un gouvernement à des conférences nationales ou internationales consacrées aux stupéfiants ; le fait de se livrer à toute activité privée ou publique qui soit de nature à empêcher d'exercer avec impartialité ses fonctions de membre de l'Organe, ou qui soit incompatible avec les attributions de l'Organe.

8. On trouvera à l'annexe II de la présente note des renseignements sur les réunions que l'Organe a tenues en 2022 et en 2023, sur sa composition actuelle et sur la rémunération versée à ses membres.

Annexe I

Notices biographiques des candidates et candidats à l'élection à l'Organe international de contrôle des stupéfiants*

Mohamed Abani Ahmed (Niger)

[Original : français]

Formation

Stage de formation consacré au renforcement des capacités juridiques dans les pays africains (Corée du Sud, six semaines en 2010) ; stage de formation organisé par le Ministère égyptien de la justice en collaboration avec le Fonds égyptien d'assistance technique aux pays d'Afrique subsaharienne (Égypte, Centre National des études judiciaires, 2008) ; 137e international training course on crime prévention, administration of criminal justice, corporate crime and the criminal liability of corporate entities (Tokyo, six semaines en 2007) ; Diplôme de magistrat (École nationale d'administration et de magistrature, Ouagadougou, 1997) ; Maîtrise de sciences juridiques option droit des affaires (Université de Ouagadougou, 1995) ; Licence de sciences juridiques (Université de Ouagadougou, 1992) ; Diplôme d'études universitaires générales (Université de Ouagadougou, 1991) ; Baccalauréat série A4 (Niamey, 1986).

Fonctions actuelles

Juge conseiller à la Cour des comptes, chargé de l'instruction des dossiers de fautes de gestion et de discipline budgétaire.

Fonctions antérieures

Procureur général près la Cour d'appel de Niamey (2021-2022) ; Premier Substitut général près la Cour d'appel de Niamey (représenter le Ministère public auprès de la Cour d'appel et des cours d'assises, veiller à l'application de la loi pénale sur le territoire du Niger) (2019-2021) ; Inspecteur des services judiciaires et pénitentiaires (2015-2019) ; Premier Substitut général près la Cour d'appel de Niamey (2015) ; Substitut général près la Cour d'appel de Niamey (2012-2015) ; Secrétaire permanent du Conseil supérieur de la magistrature (2007-2012) ; Premier Substitut du procureur de la République (procureur adjoint) près le Tribunal de grande instance hors classe de Niamey (2006-2007) ; Chef de division à la Direction des études législatives, des réformes et de l'intégration au Ministère de la justice (2005-2006) ; Juge d'instruction au troisième cabinet du Tribunal de grande instance hors classe de Niamey (2003-2005) ; Juge au Tribunal régional de Niamey (a présidé l'audience correctionnelle sur la plus grosse affaire de l'époque relative au trafic de stupéfiants, dite affaire de la filière brésilienne via le Nigéria, le Niger, l'Afrique du Nord à destination de l'Europe) (1998-1999).

Publications

Country report, criminal system in Niger (rapport présenté lors du stage en Corée du Sud, 2010) ; « Corporate crime and the Criminal liability of corporate entities, the case of Niger: A new phenomenon that is growing » (rapport présenté lors du stage au Japon, 2007) ; élaboration du coutumier juridique des départements de la région de Maradi (consultation en collaboration pour le compte du bureau de coopération de l'ambassade de Suisse au Niger, 2001) ; série de trois consultations en collaboration

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

pour le consortium CARE International – Association des femmes juristes du Niger sur le thème de la vulgarisation du droit en milieu rural (2001) ; consultation pour CARE International consistant en une série d'émissions radiophoniques sur les thèmes du droit de la famille et du droit foncier dans le cadre de l'intégration du droit en milieu rural (2001).

Distinctions

Chevalier de l'Ordre du Mérite du Niger.

Participation à des réunions

Membre de la délégation du Niger lors de la présentation du rapport du Niger à la vingt-deuxième session du comité de mise en œuvre de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (2022) ; atelier régional de formation de formateurs sur la lutte contre le terrorisme, le financement du terrorisme et de l'extrémisme violent, avec simulation d'un procès pénal (2022) ; atelier régional à N'Djamena sur la plateforme de coopération pénale des pays du G5 Sahel, l'entraide pénale et l'extradition (2021) ; réunion du groupe d'experts gouvernementaux sur l'acte additionnel de la CDEAO relatif aux conditions de transfert des personnes soupçonnées d'acte de piraterie, le traitement qui leur est réservé ainsi qu'à leurs biens (2021).

Alphonse Adu-Amankwah (Ghana)

Formation

Master en technologie de l'information appliquée à la gestion, Université de Coventry (2013) ; Diplôme de troisième cycle en études sur le terrorisme, Université de St Andrews (2011) ; Certificat d'études supérieures en sécurité, santé et gestion de l'environnement professionnel, Institut ghanéen de gestion et d'administration publique (2010) ; Diplôme de troisième cycle en administration publique, Institut ghanéen de gestion et d'administration publique (2001) ; Licence en pharmacie, Université de sciences et de technologie Kwame-Nkrumah (1988).

Fonctions actuelles

Retraité.

Fonctions antérieures

Commissaire de police (Directeur général des opérations de sécurité privée, 2020) ; commandant de police, région de l'Est (2018) ; commandant, École de police du Ghana (2015) ; Directeur de la cellule de lutte contre la criminalité organisée (drogues et contrebande), siège du Département d'enquête criminelle (2009).

Distinctions

Récompensé au titre de son ancienneté au service de la Police du Ghana (2003).

Participation à des réunions

Formation d'experts, Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (2015) ; 26e Conférence internationale sur la répression en matière de drogues, Istanbul, Turquie (2008) ; réunion préparatoire des intervenants à la 26e Conférence internationale sur la répression en matière de drogues, Copenhague (2008) ; séminaire international de lutte contre la drogue, US Drug Enforcement Administration International Training Section, Clearwater Beach, Floride, États-Unis d'Amérique (2007) ; 25e Conférence internationale sur la répression en matière de drogues, Madrid (2007) ; stage de formation à la surveillance du trafic international de drogues et du détournement de précurseurs chimiques, Pretoria (2006) ; séminaire sur le renseignement et la lutte contre le terrorisme, Centre africain d'études stratégiques, Université de la défense nationale, Washington (2004) ; prévention du crime, traitement des délinquants, UNAFEI, Tokyo (2003).

Uthai Arthivech (Thaïlande)

Formation

Licence en droit (avec les honneurs, 2e degré), Université Chulalongkorn, Thaïlande ; avocat, Diplôme supérieur d'université (DSU) en droit pénal, Université de Paris II (Panthéon-Assas) ; Diplôme d'études approfondies (DEA) en droit pénal, Université Paris I (Panthéon-Sorbonne) ; Docteur en droit, Université Paris I (Panthéon-Sorbonne).

Fonctions actuelles

Procureur général adjoint, Bureau du procureur général, Thaïlande.

Fonctions antérieures

Directeur général du Département des enquêtes, Bureau du procureur général ; Directeur exécutif de la Division du développement du droit, Bureau du procureur général ; Directeur du service de protection internationale des droits des personnes, Bureau du procureur général.

Participation à des réunions

32e session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, 22-26 mai 2023, Vienne (et sessions précédentes) ; Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, Marrakech, 2016, COP 22 ; 8e Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, Vienne, 2016 ; 4e Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, Vienne, 2008 ; 11e Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, Bangkok, 2005 ; réunion annuelle de la Commission des droits de l'homme, Genève, 2004 ; Groupe de travail officieux d'experts sur les meilleures pratiques d'entraide judiciaire en matière d'extradition, ONUDC, Vienne, 2004 ; préparation régionale de l'ONU au 11e Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, Addis-Abeba, 2004 ; Conférence de signature de la Convention des Nations Unies contre la corruption, Mérida, Mexique, 2003 ; réunions régionales et sous-régionales sur le crime transnational, etc.

Abdelkrim Djadi (Algérie)

[Original : français]

Formation

Diplôme de formateur, École nationale de la magistrature, Paris (2001) ; Diplôme en droit des affaires, École nationale de la magistrature, Paris (1998) ; stages pratiques : Tribunal de grande instance de Paris (galerie économique et financière), Tribunal de commerce de Paris et Ministère de la justice (Direction des affaires criminelles, Bureau de l'entraide internationale) (1998) ; Diplôme de l'École nationale d'administration, section judiciaire, Alger (1989).

Autres formations : Techniques d'investigation en cybercriminalité, États-Unis d'Amérique (2013-2014) ; Nouvelles techniques d'investigation (lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme), États-Unis d'Amérique (2008) ; Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, Fonds monétaire arabe, Abou Dhabi (2006) ; Expertise en évaluation par le GAFIMOAN-FMI-BM sur la méthodologie des (40+9) recommandations du GAFI, Koweït (2005) ; Cybercriminalité, École nationale de la magistrature, Paris (2003) ; Droit commercial international, ONU, Vienne (1995).

Fonctions actuelles

Magistrat : Directeur général de l'École supérieure de la magistrature ; Procureur général auprès de la cour de El-Taref ; Procureur général auprès de la cour de Guelma ; expert international en évaluation ; enseignant à l'École supérieure de la magistrature.

Fonctions antérieures

Directeur général de l'École supérieure de la magistrature (depuis 2020) ; Procureur général auprès de la cour d'El-Taref (2019-2020) ; Procureur général auprès de la cour de Guelma (2014-2019) ; enseignant à l'École supérieure de la magistrature (2000-2017) ; Sous-Directeur de la prospective, Direction générale de la modernisation, Ministère de la justice (2010-2014) ; Membre du conseil de la CTRF, Ministère des finances, Alger (2004-2010) ; Premier Procureur général adjoint auprès de la Cour d'Alger (chargé des dossiers d'extraditions – Londres ; chargé des dossiers de l'entraide judiciaire internationale ; chargé des dossiers spéciaux ; chargé de la cellule de communication de la Cour) (2000-2004) ; Procureur de la République auprès du Tribunal de Bir Mourad Raïs (1997-2000) ; Sous-Directeur de l'exécution des peines et des grâces (1995-1997) ; Magistrat au Cabinet du Ministre de la justice, Ministère de la justice, Alger (coordination des trois cours spéciales ; suivi particulier des affaires économiques au niveau des cabinets d'instruction) (1993-1995) ; Juge d'instruction auprès des tribunaux d'El Affroune et de Blida (1989-1993).

Expert en évaluation auprès du Groupe d'action financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (GAFIMOAN) (2005-2010) ; Expert chef de mission – évaluation du dispositif anti-blanchiment des capitaux et financements du terrorisme, Liban (février 2009) ; Expert chef de mission – évaluation du dispositif anti-blanchiment des capitaux et financements du terrorisme, Jordanie (juin 2008) ; Expert auprès du FMI à l'évaluation du dispositif anti-blanchiment des capitaux et financements du terrorisme, République de Djibouti (octobre 2007) ; Expert chef de mission – évaluation du dispositif anti-blanchiment des capitaux et financements du terrorisme, République du Yémen (juin 2007) ; Expert – évaluation du dispositif anti-blanchiment des capitaux et financements du terrorisme, Syrie (avril 2006).

Interventions et participation à des conférences

Formation pour le compte du FMI de magistrats et de cadres des centres de renseignement financier, Koweït (2012) ; formation des diplomates sur la lutte contre la corruption, Institut des études diplomatiques (2010) ; formateur pour le compte du FMI de cadres des pays africains (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme), Tunis (2008) ; « Le crime transnational organisé (mafia) » pour le Cross Montana, Monaco (2007) ; « Les typologies de blanchiment d'argent » pour le FMA, Abou Dhabi (2005) ; « Le droit des réfugiés » pour le Haut-Commissariat de l'ONU pour le droit des réfugiés, Université Américaine, Le Caire (2001) ; « L'indépendance de la justice » pour l'Association des magistrats et avocats arabes, Le Caire (2000) ; plus de 200 interventions et conférences au niveau national (1995-2017).

Pierre Lapaque (France)

[Original : français]

Formation

Master en droit public, Université de Toulon et du Var, France.

Fonctions actuelles

Retraité.

Fonctions antérieures

Directeur régional de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour la Région andine et le Cône sud (Argentine, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou et Uruguay) (janvier 2022) ; Représentant de l'ONUDC pour la Colombie (2019-2021) ; Représentant de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre basé à Dakar (2012-2019) ; Chef de l'Unité d'application des lois et de la lutte contre la criminalité organisée, le blanchiment d'argent, la traite des êtres humains et le trafic de migrants, ONUDC, Vienne (2010-2012) ; Chef de l'Unité d'application des lois et de la lutte contre la criminalité organisée et le blanchiment d'argent, ONUDC, Vienne (2009-2010) ; Attaché de sécurité intérieure, ambassade de France au Portugal (2005-2009) ; Conseiller principal, Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues, Organisation des États américains, Washington (2002-2005) ; Directeur adjoint du Groupe d'action financière des Caraïbes (Trinité-et-Tobago) (1999-2002) ; Chef des services opérationnels au sein de la Police judiciaire française (d'inspecteur à commissaire général) (1982-1998).

Publications

« Le Groupe d'action financière des Caraïbes (GAFIC) », revue d'INTERPOL, 2000.

Distinctions

Grand-croix de l'Ordre de San Carlos (Colombie, juin 2022).

Participation à des réunions

Interventions multiples lors de forums internationaux (Groupe d'action financière, Groupe des Sept sous présidence du Royaume-Uni, Forum de Dakar sur la criminalité organisée en Afrique) sur les thématiques des drogues, du blanchiment des avoirs, de la criminalité organisée transnationale et du financement du terrorisme (depuis 1999) ; présentation des travaux de l'ONUDC aux réunions de la Commission des stupéfiants et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (2009-2022) ; intervention lors des réunions de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation des États américains (Assemblée générale, Comité directeur) sur l'évolution des drogues et du blanchiment des avoirs criminels dans l'hémisphère américain (2002-2005) ; présentation, en tant que Chef d'équipe, de 13 évaluations mutuelles de pays membres du Groupe d'action financière des Caraïbes (1999-2002).

Francis Kofi Torkornoo (Ghana)

Formation

Master en addictologie, Virginia Commonwealth University, Richmond, Virginie, États-Unis d'Amérique (2016) ; Professionnel international certifié en toxicomanie I (ICAP I) (2015) ; programme de bourses Hubert H. Humphrey, affilié à la Virginia Commonwealth University, Richmond, Virginie, États-Unis d'Amérique (domaine d'étude : prévention de l'usage de substances, traitement et réadaptation) (2015) ; Certificat d'études supérieures en pharmacie vétérinaire, Queen's University de Belfast, Royaume-Uni (1997) ; Licence en pharmacie, Université de sciences et de technologie Kwame-Nkrumah, Kumasi (Ghana) (puis Université de sciences et de technologie, Kumasi, Ghana) (1986).

Fonctions actuelles

Retraité.

Fonctions antérieures

Directeur général, Commission de contrôle des stupéfiants, Ghana (2021-2022) ; Secrétaire exécutif, Organe de contrôle des stupéfiants, Ghana (2017-2020) ; Commissaire, Centre mondial d'accréditation et de certification (2017-2021) ; Coordonnateur national, Centre international d'accréditation et d'éducation pour les formations du Plan Colombo au Ghana (2015-2016) ; Directeur, Section de finances, administration et protection, Organe de contrôle des stupéfiants, Ghana (2015-2016) ; Directeur, Section de réduction de la demande de drogues, Organe de contrôle des stupéfiants, Ghana (2007-2014) ; superviseur, Service de surveillance et de contrôle des précurseurs, Organe de contrôle des stupéfiants, Ghana (2007-2014).

Publications

« Is data on quantity of illicit drug (Cocaine) seized useful in predicting the Prevalence of illicit drug abuse? », soumis dans le cadre d'un Master en addictologie.

Distinctions

Membre de la Haute École de pharmaciens du Ghana (GCPharm) (depuis 2019) ; Bénéficiaire du programme de bourses Hubert H. Humphrey, Virginia Commonwealth University, Richmond, Virginie, États-Unis d'Amérique (2015).

Participation à des réunions

Commission des stupéfiants, Vienne (2017-2021) ; consultation scientifique sur la prévention de la consommation de drogues et le traitement des troubles liés à l'usage de substance, Vienne (2015) ; Groupe de travail intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur le contrôle des précurseurs chimiques et des stimulants de type amphétamine, ONUDC, Vienne (2008) ; Groupe de travail intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur la réduction de la demande, ONUDC, Vienne (2008).

Annexe II

Nombre, durée et lieu des sessions, honoraires à verser aux membres et composition actuelle de l'Organe international de contrôle des stupéfiants

1. Conformément au paragraphe 2 de l'article 11 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972, l'Organe international de contrôle des stupéfiants se réunit aussi souvent qu'il le juge nécessaire à l'accomplissement satisfaisant de ses fonctions, mais doit tenir au moins deux sessions par année civile.

2. Le Conseil se réunit normalement trois fois par an et chacune de ses sessions dure entre une et trois semaines. En 2022, la 133e session s'est tenue du 31 janvier au 4 février, la 134e session, du 23 mai au 3 juin, et la 135e session, du 1er au 18 novembre. En 2023, la 136e session s'est tenue du 30 janvier au 3 février, et la 137e session, du 8 au 19 mai.

3. Les sessions ont normalement lieu à Vienne, au siège du secrétariat de l'Organe (Centre international de Vienne).

4. Conformément à la résolution 2491 (XXIII) de l'Assemblée générale, les membres de l'Organe reçoivent une indemnité journalière de subsistance quand ils participent aux sessions de l'Organe ou sont en mission officielle. En 2023, cette indemnité est fixée pour Vienne à environ 450 dollars des États-Unis par jour. Les frais de voyage des membres sont pris en charge par l'Organisation des Nations Unies conformément à la pratique administrative en vigueur.

5. Conformément à la résolution 56/272 de l'Assemblée générale, le montant des honoraires versés aux membres de l'Organe est de 1 dollar des États-Unis par an.

6. On trouvera ci-après la liste des membres actuels de l'Organe international de contrôle des stupéfiants et l'année de la fin de leur mandat :

César T. **Arce Rivas** (Paraguay)	2025
H.H. Sevil **Atasoy** (Türkiye)	2027
Cornelis P. **de Joncheere**[1] (Royaume des Pays-Bas)	2027
David T. **Johnson** (États-Unis d'Amérique)	2027
Galina A. **Korchagina** (Fédération de Russie)	2027
Lin **Lu** (Chine)	2027
Pavel **Pachta** (Tchéquie)	2025
Jagjit **Pavadia** (Inde)	2025
N. Larissa **Razanadimby** (Madagascar)	2027
Jallal **Toufiq** (Maroc)	2025
Zukiswa **Zingela**[1] (Afrique du Sud)	2025
Vacant	–
Vacant[1]	–

[1] Membres élus parmi les candidates et les candidats présentés par l'Organisation mondiale de la Santé.